



Assemblée générale Conseil de sécurité

Distr.
GENERALE

A/45/679 ✓

S/21915

30 octobre 1990

FRANCAIS

ORIGINAL : ANGLAIS

ASSEMBLEE GENERALE
Quarante-cinquième session
Point 43 de l'ordre du jour
QUESTION DE CHYPRE

CONSEIL DE SECURITE
Quarante-cinquième année

Lettre datée du 26 octobre 1990, adressée au Secrétaire
général par le Représentant permanent de la Turquie
auprès de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte d'une déclaration commune
parue le 1er octobre 1990 à l'occasion de la visite du Premier Ministre Yildirim
Akbulut en République turque de Chypre-Nord.

Je serais reconnaissant que ma lettre et son annexe soient distribuées comme
document de l'Assemblée générale, au titre du point 43 de l'ordre du jour, et du
Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent

(Signé) Mustafa AKSIN

3p.

ANNEXE

Déclaration commune parue le 1er octobre 1990

Le Gouvernement de la République turque de Chypre-Nord et le Gouvernement de la République turque,

Soulignant, en ce qui concerne la détermination de l'avenir de Chypre, la pleine égalité politique et juridique du peuple chypriote turc, confirmée et consacrée dans des instruments internationaux, ainsi que son identité nationale, religieuse et culturelle distincte dans l'île,

Tenant compte du désir et de la volonté du peuple chypriote turc de vivre dans la paix et dans la liberté dans le nord de Chypre,

Persuadés que les deux peuples de l'île doivent vivre dans le respect mutuel et coexister dans la paix et la sécurité, à l'abri de la menace du recours à la force,

Rappelant les propositions globales marquées par la bonne volonté faites par les Chypriotes turcs, notamment leur appel à la conclusion d'un accord de non-agression entre les deux parties,

Tenant compte de la politique de réarmement appliquée actuellement dans le sud de Chypre, ainsi que de l'attitude hostile adoptée dans tous les domaines par la partie chypriote grecque à l'égard du peuple chypriote turc,

Réaffirmant la validité du système de garantie établi par les traités de 1960,

Ont décidé ce qui suit :

Le peuple chypriote turc, qui a le statut de partenaire égal, continuera de bénéficier pleinement de la garantie effective de la République turque, en vertu du Traité de garantie de 1960;

Les deux Gouvernements feront preuve d'une entière solidarité pour contrecarrer tout recours à l'emploi ou à la menace de la force contre la sécurité et les intérêts du peuple chypriote turc.

Les parties préviendront et repousseront tout acte d'agression ou de violence contre le peuple chypriote turc. A cette fin, elles prennent toutes les mesures politiques et autres qui s'imposent.

Dans ce contexte, les parties continueront de coopérer, comme elles l'ont fait jusqu'à maintenant, avec le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et avec la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre.

Les parties collaboreront de façon à surveiller l'accumulation d'armes dans le sud de Chypre, qui fait peser une grave menace sur la paix et la stabilité dans l'île.

/...

Elles continueront à appeler l'attention du Secrétaire général de l'ONU sur les graves incidences de cette politique, ainsi que sur les activités liées au terrorisme dans le sud de Chypre.

Les parties s'efforceront activement de surmonter et de supprimer les obstacles par lesquels la partie chypriote grecque cherche à entraver le développement économique et social de la République turque de Chypre-Nord, en particulier les relations du peuple chypriote turc avec d'autres pays dans les domaines des transports, du commerce, des communications, du tourisme, des activités culturelles et des sports. Elles mèneront une lutte résolue contre les restrictions cruelles imposées au peuple chypriote turc et contre les activités qui violent leurs droits de l'homme.

Afin de réaliser ces objectifs et de protéger et de promouvoir les droits et les intérêts du peuple chypriote turc, les deux Gouvernements confirment qu'ils sont désireux de développer et d'intensifier encore leur coopération politique et économique. Dans ce contexte, elles demandent aux autres pays d'utiliser davantage les aéroports et les ports de Chypre-Nord, d'assurer des liaisons postales internationales directes avec Chypre-Nord, d'appuyer la participation des Chypriotes turcs à des manifestations internationales dans les domaines sportif, culturel et autres, d'éliminer les restrictions imposées au tourisme et de permettre qu'une assistance internationale soit fournie directement au peuple chypriote turc.
